

Livres

Numéro 757, juin 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/66558ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

(2012). Compte rendu de [Livres]. *Relations*, (757), 40–42.



ASSOIFFÉS DE LIBERTÉ

Tariq Ramadan
L'ISLAM ET LE RÉVEIL ARABE
 Paris, Presses du Châtelet, 2011,
 288 p.

Plus d'un an plus tard, la portée des soulèvements populaires arabes mérite une analyse à rebrousse-poil des traitements médiatiques et des apologies naïves. Certes, les *intifada* (soulèvements) ont montré la possibilité – toujours présente – d'un temps ouvert, qui ébranle le temps vide et homogène de la temporalité capitaliste. Cependant, la « prudence de l'optimisme et la détermination de l'engagement » (p. 55) sont plus que jamais nécessaires. En ce sens, la lecture du dernier ouvrage de Tariq Ramadan, composé de quatre chapitres et de dix-huit articles rassemblés dans des annexes rédigées « à chaud » lors des événements, s'avère d'une grande pertinence. L'auteur rend compte de la complexité, de la signification et du parcours des mouvements qui ont remis en valeur la dignité et l'espoir des peuples.

Il analyse d'abord les faits qui ont précédé l'immolation du jeune Mohamed Bouazzi, les mobilisations dans les rues de la Tunisie et de l'Égypte, les manifestations sur la Place de la libération (Place Tahrir) et les vendredis de la liberté. Il rappelle aussi la volonté de « démocratiser » l'ensemble du Moyen-Orient, depuis 2003, dans le sens voulu par l'administration Bush. À partir de 2004, certaines institutions, notamment l'Albert Einstein Institute, la Freedom House et l'International Republican Institute ont formé de nombreux blogueurs et activistes sous la houlette de Srdja Popovic, un des principaux opposants au criminel de guerre Slobodan Milosevic. L'auteur relève le rôle variable qu'à joué Internet en Tunisie, en Lybie et en Syrie. Ainsi, bien qu'il reconnaisse la soif de liberté des mouvements sociaux et leur rôle contre les dictatures, il s'attarde toutefois à la dimension géopolitique des



événements afin d'en cerner les limites. Les forces sociales ont lutté pour leur propre libération mais, comme le rappelait Marx, dans des conditions qui leur échappent.

Tariq Ramadan appelle à la prudence afin de ne pas tomber dans le piège du discours démocratique-libéral qui est en train de préparer le terrain pour le renouveau du néolibéralisme dans cette région. Parce que le peuple a exprimé son désir d'un changement réel et d'un véritable sens de la justice, la « démocratie sous contrôle », voulue par des puissances économiques comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, doit être rejetée.

Parmi les défis que les peuples arabes doivent relever, et au nombre des contradictions qu'ils doivent dépasser, on retrouve celui de l'opposition idéologique et stérile entre les laïcs et les islamistes. Cette polarisation malsaine empêche de saisir l'urgente nécessité d'un État civil, qui s'appuie sur une éthique politique et une bonne gouvernance (*al-hukm ar-râshid*). Certes, la référence religieuse et idéologique à l'islam est – et sera – cruciale dans les projets, les discours et les horizons des peuples musulmans. Mais l'auteur soutient qu'il faut éviter de réduire l'islam politique à un univers monolithique, en occultant ses différents courants et tendances. À plusieurs reprises, il met en lumière les aspects de l'islam qui sont en concordance avec une véritable société démocratique, comme celui de la distinction des autorités (divine et humaine) et celui de la critique d'un État autoritaire. Les affinités électives avec la théologie de la libération latino-américaine sont frappantes.

Ce livre pose un excellent diagnostic concernant les divers contextes où

se sont déroulés – et se déroulent encore – ces soulèvements. Il s'agit aussi d'une remarquable étude des sources auxquelles ces peuples assoiffés de liberté se sont abreuvés et ont renouvelé leurs forces afin de briser des verrous de longue date.

LUIS MARTINEZ ANDRADE

LA FIN D'UN TEMPS

Slavoj Žižek
VIVRE LA FIN DES TEMPS
 Paris, Flammarion, 2011, 577 p.

Dans son dernier ouvrage traduit en français et portant le titre évocateur *Vivre la fin des temps*, le philosophe Slavoj Žižek nous invite à une profonde réflexion sur cette impossibilité collective et toute contemporaine de faire le deuil d'une époque particulière, celle d'une globalisation postmoderne n'ayant pas su tenir ses promesses d'un monde meilleur. Elle devait apporter bonheur, fraternité, félicité et paix aux hommes meurtris et divisés par des décennies de guerres tièdes et de luttes idéologiques dogmatiques, le tout soutenu par la progression d'un ordre mondial néo-conservateur et néolibéral. Or, nous nous retrouvons devant un avenir opaque, insaisissable par nos schémas conceptuels traditionnels.

En effet, nous avons souvent l'impression d'être condamnés à errer sur un horizon poussiéreux s'étirant devant nous, poursuivis par les quatre chevaliers de l'apocalypse que sont « la crise écologique, les conséquences de la révolution biogénétique, les déséquilibres à l'intérieur du système capitaliste globalisé et la croissance explosive des divisions et exclusions sociales » (p. 11). Selon l'auteur, la situation dans laquelle nous sommes plongés est celle-là même qui nous empêche de combattre ces problèmes. Nous risquons d'aboutir, de notre « propre chef », au désastre de notre perte, car le leitmotiv de notre époque

est d'admettre sans admettre, de faire le deuil du capitalisme sans perdre le capitalisme. C'est pour contrer cette évitable fatalité qu'il propose une relecture réaliste de la fin d'un temps, à travers les cinq étapes du deuil: le déni, la colère, le marchandage, la dépression et l'acceptation.

À chacune de ces étapes correspond un symptôme de notre malaise civilisationnel: l'utopie libérale multiculturelle, les fondamentalismes théologico-politiques de toute nature, l'incompréhension des thèses fondamentales de l'économie politique, la montée en puissance du « cogito prolétarien » et, enfin, la nécessité de reconquérir la cause révolutionnaire. Ce qu'espère Žizek, c'est une réactivation des possibles révolutionnaires par le biais de la réaffirmation d'une gauche radicale qui pourrait enfin dépasser autant une droite sans vergogne qu'une gauche multiculturelle bienpensante.

L'auteur excelle dans l'art de relever des paradoxes comme l'alliance des évangélistes américains et des orthodoxes israéliens, les antagonismes de classes se retournant contre celles-ci, le racisme latent de la pensée antiraciste, l'aliénation par l'injonction de jouissance, l'anticapitalisme pro-capitaliste, l'unanimité gauche/droite pour la guerre en Libye, etc.

Malgré les nombreuses répétitions de ses anciens ouvrages, qui laisseront un goût de compilation aux initiés (le chapitre sur la crise de l'économie politique est constitué d'articles déjà publiés), l'auteur réussit encore une

fois à présenter une excellente synthèse des enjeux contemporains, tout en éclairant, à l'aide de constats sévères mais justes, des zones obscures de notre pensée ankylosée.

Un des éléments positifs qui ressort de cet essai est que notre époque en est une d'ouverture vers des possibles et que, partant du pire, le mieux peut en surgir. À nous d'y voir et de nous prendre en main collectivement. « Ne nous trouvons-nous pas dans l'obligation de redéfinir ce que pourrait être l'acte héroïque à accomplir? » (p. 245).

BENOIT COUTU

**RENOUVEAU
INDÉPENDANTISTE**

**QUI VIVE – OUVROIR
D'INDÉPENDANCE**

« Reflux Global », n° 2,
hiver-printemps 2012.

« Ainsi donc nous sommes jeunes... Quelle chance, en effet, que d'être neuf. » Ainsi s'ouvre, non sans ironie, le deuxième numéro de la non moins jeune et neuve revue *Qui Vive – Ouvroir d'indépendance*. Vitriolique, ce numéro « reflux global rose antiacide » souligne tout aussi ironiquement le « 63,25^e » anniversaire du célèbre manifeste des Automatistes. Ce regard un brin amer et avide de changement est posé par des auteurs d'une génération dont on dit qu'elle pourrait être la première depuis longtemps à être moins nantie que la précédente.

Dans cette publication de belle qualité, l'art visuel occupe une place de choix et illustre chacun des textes, à l'aune des idéaux automatistes et de ceux pour qui l'acte de création se voulait émancipateur aussi bien sur les plans politique et social qu'individuel. Cela est fort à propos si l'on considère que la création artistique d'aujourd'hui est souvent mise au pilori. Ainsi, l'ex-tase, élément fondateur du rapport entre créateur et spectateur – et de la conscience collective qui en découle –,

aurait fait place à une logique marchande simultanément populiste, élitiste et porteuse de « somnambulisme de masse », selon Élise Lafontaine et Guillaume Martel Lasalle (« Stagnation du désir »), Catherine Dorion (« Lettre à l'artiste ») et Flash Appalaches (« Le suicide de Claude Gauvreau »). On rappelle le spectaculaire suicide de Gauvreau, tel un symbole de ce renoncement de l'art à porter les idéaux de sa génération et à nourrir les révolutions. On porte à notre attention que ce sont les institutions culturelles nées de la Révolution tranquille qui ont financé jadis un cinéma direct, résolument revendicateur d'un autre ordre social. Autres temps...

Emanuel Dion-Goudreau nous livre, dans « Passé décomposé », le récit poétique d'une rencontre avec l'histoire du pays à faire. S'il se termine sur une note désabusée, il exprime avec un tel brio l'amour de la langue, du territoire et de ses habitants qu'il pourrait sans doute ouvrir les portes du renouveau indépendantiste s'il était davantage imité et diffusé.

Ce renouveau, s'il survient, sera culturel mais aussi économique et politique. Aussi l'acte démocratique du vote, le consumérisme et le concept d'État-nation sont passés au crible. En effet, comment imaginer un pays nouveau et, surtout, meilleur, en conservant les anciens modèles? Comment se doter de neuf sans comprendre ce qui précède? Projet ambitieux s'il en est. Dans « La nation dans tous ses états », Guillaume Tremblay s'y colle dans un bref exercice de déconstruction de la notion d'État-nation, au terme duquel force est d'admettre qu'il s'agit là du seul modèle permettant à un Québec décomplexé et indépendant de proposer, dans un dialogue symétrique avec les autres pays du monde, une autre façon de poursuivre ses aspirations à la liberté et à la dignité humaines.





Ce numéro de *Qui Vive*, véritable fermoir d'insignifiance avec ses «Manifestes pour un Québec schiste/un Québec vintage/un Canadien canayen», pourrait s'avérer indigeste pour certains s'il ne portait pas également, en filigrane, le désir puissant d'un pays jeune et nouveau, vecteur d'idéaux pouvant mettre fin, dicit Emanuel Dion-Goudreau, à notre «ordinaire [qui] s'est prolongé». Cela n'est certes pas plus nouveau que ne l'est la jeunesse et sa fougue légendaire, mais les vieux souverainistes engoncés dans leur confort fatigué seront sans doute soulagés d'apprendre que la relève est prête.

CHRISTIANE BONNEAU

UN MODÈLE ALTERNATIF

Roméo Bouchard
LA RECONQUÊTE DU QUÉBEC.
ESDRAS MINVILLE
ET LE MODÈLE GASPÉSIEN
 Montréal, Écosociété, 2011, 224 p.

Roméo Bouchard s'est fait connaître par ses actions et publications où il défend un modèle de développement agricole à visage humain, des entreprises conviviales et un pouvoir décentralisé et démocratique des régions. Il consacre cette fois un livre au sociologue, économiste et défenseur de la doctrine sociale de l'Église Esdras Minville, dans lequel figurent également des témoignages et des chroniques sur l'histoire de la Gaspésie. D'entrée de jeu, Bouchard ne cache pas son admiration pour Minville, un homme d'action universitaire et autodidacte né à Grande-Vallée, en Gaspésie, en 1896. Il a occupé, de 1924 à 1962, un poste de professeur aux Hautes études commerciales. Il fréquente alors les intellectuels de l'époque, dont Édouard

Montpetit, Olivier Asselin, Lionel Groulx et Errol Bouchette, qui inspirent sa pensée et son modèle de développement coopératif et décentralisé conférant un véritable pouvoir régional. Or, l'admiration de l'auteur se transforme parfois en vénération, faisant de Minville «le prophète de Grande-Vallée». Certaines choses agaceront peut-être le lecteur, comme la représentation de la Gaspésie comme «Terre promise», une histoire faite de héros canadiens-français (et il n'y a que des hommes), une idéalisation de la jeunesse et un éloge parfois peu nuancé des Québécois. Cela rend ambigu la part de l'autre, dont les Autochtones et les immigrants, même si leur participation à la «restauration» de la société québécoise est reconnue.

Cela dit, Bouchard montre par un choix judicieux d'extraits de l'œuvre de Minville comment il est possible de comprendre les dérives actuelles de nos sociétés, tout en offrant un cadre de réflexion qui s'appuie sur les grands principes de la modernité, dont la démocratie et l'idéal coopératif. Cette modernité, malgré la Grande Noirceur, laisse entrevoir de la lumière dans la pensée de Minville. En effet, dans le climat difficile et troublant des années 1920 et 1930 (crise financière et économique, montée du fascisme), Minville suivra le chemin tracé par la doctrine sociale chrétienne et le courant personnaliste qui s'opposent au totalitarisme au nom de la sauvegarde des libertés individuelles et des solidarités collectives. C'est à partir de ce fond humaniste qu'il fondera son modèle de développement, qui s'inspire d'un corporatisme où le pouvoir de décision repose sur les acteurs de la société civile et du mouvement coopératif afin de contrer la séparation entre la vie économique et la vie sociale. Dans ce modèle, l'État doit jouer le rôle de gardien du bien commun de la nation canadienne-française tout en préservant l'autonomie des communautés territoriales. Ce plan d'ensemble permet d'orienter le développement de manière démocratique par la décentralisation des pouvoirs dans les communautés régionales.

Pour réaliser son projet à Grande-Vallée, Minville réussira à négocier un territoire forestier avec la compagnie Brown Corporation afin d'y implanter, en 1938, une colonie agro-forestière et la première coopérative forestière au Québec: la Société agro-forestière de Grande-Vallée. Cette coopérative connaîtra une période d'essor pour finalement décliner à la fin des années 1950. Minville attribue ce déclin à la politique forestière capitaliste de l'État qui s'appuie sur le rendement économique immédiat, délaissant ainsi un meilleur soutien aux coopératives. La logique capitaliste, consumériste et individualiste, les gains salariaux plus importants dans la grande entreprise, l'ouverture de la mine de cuivre à Murdochville et l'attrait des grandes villes vont finir par éroder le projet coopératif. Cette logique est toujours présente dans différents secteurs d'activités au Québec, en témoignent les mégaparc éoliens, les mines à ciel ouvert, l'exploration du gaz de schiste et le Plan Nord.

Dans le prolongement de la pensée de Minville, l'auteur propose des clés pour «restaurer» la société québécoise afin de sortir du modèle dominant. Il s'agit de mobiliser les gens au nom de l'identité territoriale et culturelle, tout en défendant «l'idée de démocratie et de territoire plutôt que de nation et d'économie.» Dans ce projet, l'État doit poursuivre son rôle de garant du bien commun, mais celui-ci demeure assujéti à des impératifs économiques comme fondements du développement des communautés. Certes, il s'agit d'une économie sociale et solidaire, mais il faudrait la penser d'abord comme un système politique. Sur ce point, l'auteur n'arrive pas à dépasser les ambiguïtés de la pensée de Minville. Les pistes de réflexion qu'il nous soumet s'inscrivent néanmoins dans cette volonté de contrer les dérives du capitalisme et méritent d'être débattues.

RAYMOND BEAUDRY

